

Les auteurs

Daniel VERBA est sociologue à l'université Paris 13 (PRES Sorbonne Paris-Cité et Campus Condorcet) et chercheur à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS/EHESS-CNRS-INSERM-P13).

Faïza GUÉLAMINE est assistante de service social, sociologue, responsable de formation à l'Association nationale des cadres du social (ANDESI) et membre associé de l'unité de recherche « Migrations et société » (URMIS/université Paris 7).

Leyla ARSLAN est docteure en sciences politiques.

Jean-Pierre BASTIAN est professeur de sociologie des religions à la faculté de théologie protestante (université de Strasbourg) et directeur de recherche à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL/université Sorbonne nouvelle Paris 3).

Thierry BAUBET est professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'université Paris 13, responsable du service de psychopathologie de l'enfant et de l'adolescent de l'hôpital Avicenne, et rédacteur en chef de la revue transculturelle, *L'autre : cliniques, cultures et sociétés*.

Jacqueline CHABBI est historienne et professeure émérite en études arabes à l'université Paris 8 Vincennes-Saint Denis.

Vincent CORNALBA est psychologue clinicien, maître de conférences et chercheur à l'unité transversale de recherche en psychogenèse et psychopathologie (UTRPP) à l'université Paris 13.

Béatrice GAL est psychiatre d'adolescents et praticien hospitalier à la Maison des adolescents de Cochin-Maison de Solenn (Paris).

Hafid HAMDI-CHÉRIF, philosophe algérien, est professeur de philosophie à l'École internationale algérienne de Paris et chargé d'enseignement et de recherches à l'université Paris 8 Vincennes-Saint Denis.

Danièle HERVIEU-LÉGER est spécialiste de sociologie des religions et directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Florence HEYMANN est socio-anthropologue, chercheuse au CNRS, Centre de recherche français à Jérusalem (CNRS-MAE).

Aude KERIVEL est sociologue, chargée de recherche et d'études au laboratoire « Études, recherche et formation en action sociale » (LERFAS) de Tours.

Éric MARLIÈRE est sociologue, maître de conférences à l'université de Lille 3.

Chantal MAZAEFF est sociologue, directrice adjointe de l'Institut supérieur social de Mulhouse (ISSM), chargée de la formation initiale et de la recherche.

Marie-Rose MORO est professeure de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'université Paris 5 Descartes. Elle a fondé la consultation transculturelle des enfants de migrants dans le service de psychopathologie de l'enfant et de l'adolescent de l'hôpital Avicenne (Bobigny). Elle est chef de service de la Maison des adolescents de Cochin-Maison de Solenn (Paris) et directrice de la revue transculturelle, *L'autre : cliniques, cultures et sociétés*.

Dalila REZZOUG est maître de conférences en psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'université Paris 13 et psychiatre dans le service de psychopathologie de l'enfant et de l'adolescent de l'hôpital Avicenne.

Marc-Henry SOULET est professeur de sociologie, titulaire de la chaire de travail social et politiques sociales à l'université de Fribourg (Suisse) et vice-président de l'Association internationale des sociologues de langue française.

Simona TERSIGNI est sociologue, maître de conférences et chercheuse au laboratoire « Sociologie, philosophie et anthropologie politiques » (SOPHIAPOL), université Paris Ouest-Nanterre.

Introduction

Faïza Guélamine, Daniel Verba

« Les hommes sont plus les fils de leur temps que de leurs pères. »

Marc Bloch,
Apologie pour l'histoire ou métier d'historien

Voilà plus d'une dizaine d'années que, sous la pression convergente des mutations sociopolitiques et de nouvelles composantes de la société française, les travailleurs sociaux sont confrontés, dans l'exercice de leurs fonctions, à des problématiques religieuses émanant des usagers, mais aussi parfois de leurs propres collègues : requêtes vestimentaires, alimentaires, sanitaires ou éducatives, demandes de droits pour faire valoir des particularismes, jours fériés affectés aux fêtes religieuses, lieux de prière dans les universités ou les entreprises, séparation des hommes et des femmes dans l'espace public... Qu'ils le veuillent ou non, les intervenants sociaux se retrouvent au centre de tensions qui traversent la société et sont donc confrontés, dans leurs représentations comme dans leurs pratiques, à des questions nouvelles ou à d'anciennes questions non résolues qui prennent des formes inédites, comme si nous avions glissé sémantiquement en quelques années d'une demande de reconnaissance « culturelle » à une demande de reconnaissance « cultuelle ». En effet, si pendant les années d'après-guerre, les appartenances sociales se fondaient principalement sur des identités de classes, la dispersion des catégories populaires et l'affaiblissement de l'engagement politique ou syndical qui est corrélé à une perte de légitimité des institutions républicaines, on observe aujourd'hui un glissement vers des identités plus traditionnelles comme le territoire, la nation ou la religion. Cette dernière dimension est d'autant plus surprenante qu'elle s'inscrit dans un contexte de mondialisation culturelle, de forte sécularisation des sociétés occidentales et d'affaiblissement à la fois de l'influence des religions et de la pratique religieuse en Europe.

Ce réveil des identités confessionnelles est d'autant plus troublant que l'histoire du travail social s'enracine dans la tradition religieuse et qu'il a construit la légitimité de ses interventions en rupture avec les dispositions caritatives et religieuses de ses fondateurs et sur les bases de la République laïque dont il a épousé, pour une large fraction de professionnels, les valeurs et la séparation des pouvoirs spirituels et temporels¹. Cette réémergence de la question religieuse dans le travail social a donc déclenché d'âpres débats au sein des institutions sociales dont les professionnels oscillent, selon leurs propres parcours, entre rejet viscéral de toute intrusion de la religion dans l'exercice de leurs fonctions et aménagements raisonnables, entre rappels à l'ordre laïque et tolérance aux contours incertains en passant par toutes les postures intermédiaires. À ce titre, les travailleurs sociaux expriment bien les débats enflammés² qui mobilisent chercheurs, élus et journalistes qui, du plus alarmiste au plus nuancé, soit agitent le spectre de la menace qui pèse sur la laïcité, soit relativisent le phénomène en l'interprétant comme la volonté sociale de transformer en propriété élective une disposition stigmatisée par le racisme ordinaire (Mauger, 2011) et les rapports de force inter-ethniques produits par l'histoire coloniale et les migrations (Fassin, 2010). Déchirés entre un attachement aux valeurs de la République une et indivisible et la nécessité de prendre en compte les spécificités des usagers pour mieux les accompagner dans leurs difficultés, les travailleurs sociaux sont aujourd'hui sommés de trouver un compromis satisfaisant entre faire respecter une certaine neutralité religieuse, au risque de se couper des usagers qui vivent leurs croyances comme une part essentielle de leur identité, et prendre en compte cette spécificité au risque de basculer dans un «culturalisme» forcé qui assigne les usagers et les rend captifs de propriétés projetées par les professionnels. Prétexte à toutes les formes de rejet et d'amalgames, dont le racisme est l'expression la plus courante, mais aussi à de nouvelles formes de prosélytisme dont il faut mesurer le poids réel³, le fait religieux interroge le sens même du travail social tant dans ses fondements historiques que dans ses pratiques quotidiennes avec la question centrale suivante : ces positions identitaires sont-elles une réaction conjoncturelle liée

1. Pour le prouver, il suffit de constater que la plupart des écoles de travail social furent à l'origine créées par des religieux d'obédience catholique ou protestante. C'est le cas de l'École pratique de formation sociale, l'École libre d'assistance privée, l'École normale sociale de Paris ou encore l'École pratique de service social. Les plus anciens se souviennent peut-être que, jusque dans les années 1970, des religieuses en collerette siégeaient dans les instances du comité d'entente, la fédération qui regroupait tous les centres associatifs de formation en travail social.

2. En octobre 2011, à la suite de l'enquête de l'Institut Montaigne «Banlieue de la République» dirigée par Gilles Kepel, *Le Monde* du 5 octobre 2011 titrait : «Banlieues, islam : l'enquête qui dérange.» Alors que le rapport comportait cinq autres chapitres consacrés au logement, à l'éducation, à l'emploi, à la sécurité et au politique, seule la partie de cette recherche consacrée à la religion a fait l'objet de recensions significatives dans les médias.

3. Sur cette question, on perçoit, même chez les chercheurs, d'importantes différences d'appréciation.

à l'exclusion sociale d'une fraction de la population issue des migrations maghrébines et subsahariennes qui aurait été construite et alimentée par l'actualité politico-médiatique, ou bien s'agit-il d'un phénomène durable de réveil du sentiment religieux dans une société fortement sécularisée, qui annonce de nouvelles tensions entre « communautés »⁴ ?

En rappelant, dans un premier temps, la fonction sociale des religions, l'objectif du colloque qui s'est tenu les 22 et 23 avril 2013 était, d'une part, de mesurer l'importance de la dimension religieuse dans les constructions identitaires de certains groupes sociaux et, d'autre part, de mieux comprendre les motivations des usagers ou des professionnels et les « logiques antagoniques de leurs revendications », selon la juste expression de Simona Tersigni (2003). Qu'ils soient animateurs, éducateurs spécialisés, assistants de service social, éducateurs de jeunes enfants ou intervenants sociaux au sens le plus large du terme, confirment-ils bien, comme semblent en témoigner certains observateurs, une poussée de la problématique religieuse ou parareligieuse dans l'exercice de leurs missions ? Que disent-ils de ce phénomène et quel impact a-t-il sur leurs pratiques professionnelles ? Comment font-ils cohabiter leurs propres convictions et celles des usagers ? Comment accompagnent-ils les usagers dont les croyances remettent en cause la légitimité même de leurs capacités à agir sur le cours des choses et à améliorer leur bien-être ? Comment rapprochent-ils l'impératif catégorique de droit à la différence dont les centres de formation en travail social sont parfois porteurs⁵, au nom du respect des usagers, avec l'égalité de droits qui fonde les valeurs républicaines ? Quel périmètre donner à l'expression de nos multiples appartenances, alors que celles-ci tendent à se complexifier ? En se diversifiant à l'infini au point de faire de chacun d'entre nous un être dont la singularité dévoie toute possibilité de condition partagée, ne risquons-nous pas la dispersion de l'humanité en une myriade de singularités acharnées à faire valoir leur souveraineté au prix d'une atomisation des identités devenues « meurtrières »⁶ ?

Ce colloque, qui se voulait ouvert tout à la fois sur l'expertise disciplinaire des sciences sociales et sur l'expérience des professionnels en France et dans les pays où le modèle de prise en charge des identités religieuses s'en distingue, souhaitait encourager le dialogue entre ceux qui dissertent parfois

4. Rappels qu'en France, où les différents courants du christianisme sont largement majoritaires mais peu pratiqués, on compte entre 4 et 5 millions de musulmans et la plus forte communauté juive d'Europe (environ 600 000 personnes), sans parler de nouvelles composantes religieuses comme les bouddhistes dont les fidèles pourraient significativement augmenter dans les prochaines années (estimation en 2009 : 600 000).

5. On ne compte plus, dans les centres de formation, les sessions de formation interculturelles où les étudiants s'initient à la diversité des cultures et au respect des « différences ».

6. « Que la conception tribale de l'identité soit, à l'heure actuelle, celle qui prévaut encore dans le monde entier, et pas seulement chez les fanatiques, c'est hélas, la pure vérité » (Maalouf, 1998 : 43).

brillamment sur les métiers de l'intervention sociale et ceux qui, sur le terrain, peuvent témoigner de leur expérience sans toutefois avoir l'opportunité de prendre la mesure sociologique des phénomènes qu'ils observent. Nous pensons en effet que les sciences sociales ne peuvent se passer des savoirs cumulés dans l'exercice des métiers et qu'il faut donc soumettre les méthodes et les concepts de celles-ci à l'épreuve des savoirs pratiques des intervenants sociaux pour accéder à une forme de connaissance accomplie des phénomènes sociaux. Si le lecteur peut constater une dominante sociologique parmi les disciplines représentées, nous avons cependant privilégié une diversité d'approches scientifiques et l'expression croisée de chercheurs et de professionnels ayant travaillé cette question. À l'heure où le « petit monde » du travail social débat de l'opportunité de développer un champ de recherche à la mesure de ses ambitions⁷, c'est dans cette confrontation fructueuse que chercheurs et professionnels peuvent espérer prendre toute la mesure de la complexité des phénomènes sociaux et en particulier des interactions entre interventions sociales et faits religieux.

L'ouvrage est divisé en trois parties :

- la première rappelle les concepts philosophiques, éthiques et sociologiques au cœur du fait religieux (chapitres 1 et 2), ainsi que sa dimension historique et anthropologique souvent ignorée ou dévoyée (chapitre 3) ;
- la deuxième balaie, à travers des enquêtes de terrain, le champ des différents métiers du social (chapitres 4, 5 et 6), les institutions dans lesquelles ils sont formés (chapitres 7 et 8) et exercent (chapitres 9, 10, 11 et 12) ;
- enfin, la troisième partie explore la question religieuse dans des pays où elle se confond étroitement avec la question sociale (chapitres 13 et 14).

Comme fil conducteur à cet ensemble d'interventions qui pourraient apparaître disjointes et parfois contradictoires, il faut postuler la question de fond qui oppose aujourd'hui la thèse de Marcel Gauchet (1985), pour qui nous appartenions à des sociétés de « sortie de la religion⁸ », à celle de Jürgen Habermas selon laquelle pourrait s'imposer en Occident une société *post-séculière* qui n'abuserait pas « d'un pouvoir de définition historiquement acquis pour définir à elle seule, selon ses propres critères, ce qui doit être la culture politique obligatoire de la société pluraliste » (Habermas, 2003 : 165).

Enfin, nous tenons à remercier l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux contemporains (IRIS) que dirige Marc Bessin qui, non seulement nous a apporté sa caution scientifique, mais aussi son soutien financier, le conseil scientifique de l'université Paris 13 et l'IUT de Bobigny pour les mêmes raisons, mais aussi la petite équipe d'étudiants du département « Métiers du multimédia et de l'Internet » (MMI) qui a conçu la communication

7. Voir la conférence de consensus « La recherche en/dans/sur le travail social », organisée les 15 et 16 novembre 2012 par la chaire de travail social du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

8. Pour Marcel Gauchet, le christianisme porte en lui-même sa sécularisation.

du colloque (affiche, programme, site Internet) et à qui nous devons l'illustration de la jaquette de cet ouvrage. Absents de cette publication, Natalia Baleato, directrice de la crèche Baby Loup, Nour-Eddine Skiker, chargé de mission jeunesse à Aubervilliers et Yann Bourhis, directeur de service de prévention spécialisée (Feu vert) n'en ont pas moins été des contributeurs essentiels que nous tenons à saluer pour la qualité de leurs interventions lors de la table ronde du colloque de Bobigny, ainsi d'ailleurs que Mirabelle Biheng, cadre pédagogique de l'IUT de Bobigny, qui a encadré les travaux de recherche des étudiants de licence professionnelle d'intervention sociale. Un grand merci enfin à Rachel Dieu et son assistante, Lorraine Vaireaux, qui nous ont apporté une aide logistique constante dans l'organisation du colloque.

Références bibliographiques

- Fassin D. (dir.), *Les nouvelles frontières de la société française*, Paris, La Découverte, coll. «Hors collection», 2010.
- Gauchet M., *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard, 1985.
- Habermas J., «De la tolérance religieuse aux droits culturels», *Cités*, n° 13, 2003.
- Maalouf A., *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset, 1998.
- Mauger G., «Retrouvons la question sociale occultée. Le problème ethnique est un faux-fuyant», *Le Monde*, 14 octobre 2011.
- Tersigni S., «Prendre le foulard : les logiques antagoniques de la revendication», *Mouvements*, 2003/5, n° 30, p. 116-122.